

Emmanuel Macron "assume" sa politique. Soit, mais les résultats seront-ils vraiment ceux qu'il attend ?



Le président de la République donne l'impression de vouloir constamment et systématiquement tout "assumer" des constats qu'il a fait durant la campagne, des décisions qu'il prend depuis qu'il est au pouvoir, mais encore de ses erreurs, pour mieux couper court à la critique.

Avec Nicolas
Goetzmann

Avec Erwan Le Noan

Atlantico : Dans sa communication avec les Français, le président de la République fait fond sur une rhétorique insistante des « choix courageux » qu'il aurait décidé pour le pays en réponse aux dégâts causés à la structure économique du pays par des décennies de négligence politique. Ce récit de la France contemporaine est-il adéquat à sa réalité économique ?

Nicolas Goetzmann : Lors de son interview donnée au groupe Ebra, Emmanuel Macron ajoute : *« Quand ils sont inquiets, j'ai une part de responsabilité : c'est que je n'explique pas assez bien. Mais j'ai été élu sur un projet clair, sans ambiguïté et j'aurai des comptes à rendre pour longtemps »*. Il y a ici une forme de condensé du discours politique qui domine le pays depuis plusieurs décennies. Le constat est celui d'une France qui "n'a pas fait les réformes" -ce qui expliquerait son décrochage économique- et celui d'une inquiétude des Français qui ne pourrait être le fruit que d'un problème de pédagogie. Le président n'a pas de doutes, les réformes sont les bonnes et le pays va aller mieux, l'effort actuel serait le mal qui guérira le pays.

Ce discours est loin d'être neuf, mais il pose un sérieux problème lorsqu'on regarde les chiffres. Si l'on revient sur les 20 dernières années, soit depuis la création de l'euro, on constate deux périodes distinctes, la 1^{ère} va de 1999 à 2007- pré-crise, puis la seconde, qui se déroule encore sous nos yeux, et qui a débuté en 2008. La France pré-crise présentait une croissance trimestrielle moyenne de 2.30% (en termes annualisés) sur les presque dix années qui séparent 1999 et 2007. À titre de comparaison, les 10 dernières années affichent une moyenne de croissance de 0.85%. Nous faisons comme si les performances du pays étaient médiocres depuis plus de 30 ans, mais ce narratif est contredit par cette période 1999-2007, où la France affichait des résultats supérieurs à ceux de l'Allemagne, aussi bien en termes de création d'emplois que de croissance. La crise de 2008 a totalement arrêté ce processus vertueux. En toute logique, il conviendrait plutôt de regarder ce qui, dans cette crise, a pu marquer le pays à ce point pour expliquer cet effondrement de la croissance moyenne, plutôt que de rechercher les réformes qui n'auraient pas été faites. Le manque de réforme ne peut justifier un arrêt si brutal et si massif. Nous persistons à croire que le décrochage observé depuis 10 ans découle de

nos manquements relatifs aux réformes structurelles, alors que la crise de 2008 avait des causes macroéconomiques. Ce sont deux niveaux totalement distincts dans le traitement du mal.

Et c'est ce qui plombe largement le discours présidentiel. Parce que les objectifs de retour de la croissance, de baisse des déficits, de la dette, de réductions des inégalités ne pourront se réaliser si le président se trompe de diagnostic économique. Ce qui, il me semble, est parfaitement le cas. Les États Unis, Le Royaume, Le Japon sont tous trois au plein emploi et ont pu afficher ces dernières années des taux de croissance qui n'ont rien à envier à ceux des années 2000, et tous trois ont répondu à la crise par un traitement macroéconomique. Les réformes "structurelles" n'ont pas été à l'agenda pour ces pays. Quand on regarde les statistiques de l'emploi dans le monde anglo-saxon, on constate que des records sont battus par rapport aux 30 glorieuses. Ce n'est pas en faisant une loi travail ou une réforme de l'assurance chômage que nous reviendrons -comme ces pays – aux statistiques des 30 glorieuses, mais en agissant sur le front macroéconomique, et principalement sur son volet monétaire. Ce qui suppose un choc d'ampleur concernant la politique européenne. Mais ce sujet n'est même pas abordé par notre dirigeant.

Lorsque le président dit assumer « [préférer] la taxation du carburant à la taxation du travail », on a l'impression qu'il joue un jeu budgétaire à somme nulle uniquement dicté par une vision abstraite de la « transformation » de la société, et par des préférences économiques décidées a priori. Son problème n'est-il pas finalement de faire erreur sur le modèle productif qui convient aux Français ?

Nicolas Goetzmann : Ce jeu à somme nulle est régulièrement décrit par les économistes. Les réformes structurelles ne "produisent" pas de la croissance, elles ont pour but – sur le long terme – d'améliorer le potentiel de croissance d'un pays. C'est ce qu'on appelle l'offre. De l'autre côté, nous avons des outils qui ont pour objectif de fixer un niveau de demande qui soit le plus proche de ce qui correspond au potentiel du pays. Pour que l'offre corresponde à la demande. Or, depuis 10 ans, nous avons un large déficit de la demande dans le pays. Celle-ci progressait à un rythme annuel moyen de 4.1% entre 1999 et 2007 et se situe désormais à un rythme moyen de 1.75% depuis plus de 10 ans. Le problème auquel fait face Emmanuel Macron aujourd'hui – son manque de résultats – provient du fait que la demande était bien répartie en Europe depuis 2015, avec un point haut en France au T4 2017, avec une croissance nominale (synonyme de la demande) de 3.66% comparativement au T4 2016, mais que celle-ci s'est largement affaïssée depuis, pour atteindre 2.43% au T3 2018 comparativement au T3 2017. Cela n'est tout simplement pas suffisant, et les réformes structurelles ne sont pas liées à ce phénomène, il s'agit du simple résultat de l'annonce par la Banque centrale européenne de la fin de plan de relance monétaire européen.

La popularité d'Emmanuel Macron est particulièrement corrélée à la confiance des ménages qui est elle-même corrélée à la croissance économique, et donc à la demande. Son avenir dépend donc bien plus de ce que fera la BCE à l'avenir que des réformes qu'il mettra en place parce que celles-ci n'ont simplement pas la capacité d'influer sur le résultat. Et l'avenir à la BCE est particulièrement nuageux, puisque nous avons un contexte de ralentissement de la demande qui s'opère à la veille du remplacement de Mario Draghi. Si celui-ci n'est pas correctement négocié, Emmanuel Macron connaîtra une fin aussi tragique que celle de François Hollande.

Emmanuel Macron donne l'impression de vouloir constamment et systématiquement tout « assumer » des constats qu'il a fait durant la campagne (si ce n'est avant), des décisions qu'il prend depuis qu'il est au pouvoir, mais encore de ses erreurs, pour mieux couper court à la critique. Cela devient-il un réflexe néfaste lorsque ce qu'il s'agirait d'assumer, c'est d'abord une incapacité à obtenir des résultats substantiels à partir de sa politique ?

Erwan Le Noan : Le président de la République a probablement fait le constat que ses récents prédécesseurs ont péché en changeant de discours et de politique pendant leurs mandats. Ce faisant, ils ont alimenté un sentiment de 'trahison' dans l'opinion et particulièrement leur électorat.

Emmanuel Macron a au contraire fait un choix politique qui est de vouloir afficher sa cohérence dans le temps. Il affirme un discours réformiste : c'est important pour pouvoir réaliser des réformes (il faut que le message, à force d'être martelé, se diffuse progressivement dans l'opinion publique) et aussi pour consolider l'électorat de base de LREM.

Dans son esprit, je ne crois pas qu'il y ait d'échec à reconnaître car il considère que sa politique est capable de produire des résultats à moyen et long termes. Une réforme comme celle du marché du travail, par exemple, ne peut pas faire baisser le chômage en si peu de temps. On peut discuter du bien-fondé des réformes du Président, on peut les trouver trop dures ou au contraire trop timides, mais on ne peut pas lui reprocher de vouloir avoir un discours politique constant.

En matière de résultats, la vraie question n'est pas celle du discours mais celle de la politique...

A quoi pourrait mener la politique d'Emmanuel Macron selon vous ? N'y-a-t-il pas un décalage entre

l'objectif affiché (à la fois socialement économiquement politiquement) et ce qu'il peut vraiment obtenir ? En a-t-il conscience ?

Erwan Le Noan : Il me semble que le Président de la République et la majorité LREM, en l'enveloppant d'un discours très volontariste, s'inscrivent en réalité dans la ligne réformiste qui gouverne les élites administratives depuis des années, avec un programme économique et social qui se veut modernisateur. Cette ligne se retrouve dans les nombreux rapports qui ont été publiés depuis 10 ou 15 ans par les meilleurs esprits de l'Etat, qui vont dans le sens d'une libéralisation modérée de l'économie et d'une rationalisation des coûts des politiques sociales, dans l'idée de « préserver le modèle social français ». Cette proposition politique s'appuie sur des cas de pays d'Europe du Nord, qui sont montrés en exemple aux étudiants depuis les années 2000. La question est de savoir si et dans quelle mesure ces politiques peuvent se transposer en France efficacement, alors même que les Etats d'Europe du Nord s'en sont partiellement détournés...

L'un des problèmes principaux de la France, c'est le poids de sa dépense publique, c'est-à-dire très concrètement l'absence de réformes d'ampleur de l'Etat, du système social et des collectivités locales depuis très longtemps. Pour y répondre, il faut être capable de déplacer des montagnes, de porter une vision pour un système transformé ; pas seulement rationalisé par coûts de rabots budgétaires, mais réellement repensé. A ce stade, cette vision ne semble pas apparaître dans le discours ni les projets du Gouvernement ; mais elle n'apparaît pas non plus – voire encore moins – dans les discours des oppositions...

De même qu'Hollande s'était convaincu qu'il fallait œuvrer en direction de davantage de pédagogie pour faire passer les réformes entreprises, Macron ne fait-il pas une erreur en s'imaginant que le seul point faible de sa politique serait sa propre attitude ?

Erwan Le Noan : Il faut prendre garde à une facilité qui consiste à donner des cours de méthodes de la réforme a posteriori ou quand on n'est pas en position de devoir la mettre en œuvre. Néanmoins, l'observation des réformes en France et à l'étranger permet de dégager quelques lignes de force. Je m'y suis essayé avec l'excellent Matthieu Montjot pour la Fondation pour l'innovation politique ([à lire ici](#)). Cet exercice a permis de constater que la pédagogie est essentielle : c'est une clé incontournable pour que l'opinion accompagne, voire pousse, la réforme. Elle doit venir presque comme un fruit mûr et être portée par un gouvernement radicalement convaincu et déterminé.

De ce point de vue, l'attitude du Président est donc d'une importance capitale car s'il a des mots malheureux il peut bloquer les progrès de sa politique.

Cela ne fait évidemment pas tout. Il ne suffit pas de répéter et d'expliquer : encore faut-il que le discours entre en résonance avec les préoccupations et attentes de l'opinion publique. A ce titre, le Président Macron se retrouve confronté au même défi que son prédécesseur : les Français ne supportent plus d'entendre parler d'une éventuelle hausse des taxes, quelle qu'en soit la raison et quel qu'en soit le montant (comment ne pas les comprendre : en France, les recettes publiques représentent plus de 53% du PIB ! C'est un record !).

En plus de tout cela, il y a une question économique et politique.

Economique d'abord, car il faut que la politique menée aille dans le « bon » sens, c'est-à-dire produise les résultats qu'elle a promis (or, comment relancer la croissance, augmenter le pouvoir d'achat et faire baisser durablement le chômage sans s'attaquer vraiment à la fiscalité et la dépense publique ?).

Politique ensuite, car la réforme doit au moins rallier une part majeure de l'opinion publique : cela implique d'avoir un soutien politique large. Cela dépasse le fait de dominer le Parlement : on voit aujourd'hui que la majorité LREM est écrasante mais pourtant ne semble pas permettre d'emporter les Français avec elle, comme si elle n'était pas suffisamment inscrite parmi eux. Emmanuel Macron a constitué un gouvernement du centre, ralliant des personnalités sur sa gauche et sa droite ; ce n'est pas la même chose que de faire un gouvernement avec des partis de droite et de gauche, capables d'emporter avec leurs structures des militants, électeurs et relais sociaux...